

CONFÉRENCES PETITIONS ET LUTTE CONTRE LA GUERRE

Les neutralistes disent : « Tenons-nous à l'écart... » Les gouvernements disent : « Faites confiance à nos diplomates... »

Tout cela empêchera-t-il la guerre ? La conférence à quatre qui s'ouvre, ou une à cinq, comme le demandent les combattants de la Paix, changera-t-elle quelque chose au fait que dans deux ans les U.S.A. seront prêts pour la guerre totale d'après M. Wilson ?

Même des wagons de pétitions n'y changeraient rien. L'impérialisme américain a besoin aujourd'hui de préparer la guerre pour donner des commandes à la grande industrie.

Demain l'impérialisme américain sera obligé de faire la guerre pour les mêmes causes fondamentales qui déclenchent le besoin de soumettre le monde au capitalisme décadent Eisenhower dans le rapport qu'il dépose devant les parlementaires américains sur son voyage en Europe le résumant.

« Elle (la guerre) sera plus sanglante que jamais avec de nombreuses régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »

Et aujourd'hui la presse capitaliste va plus loin en reconnaissant que si la guerre de Corée s'arrêtait il y aurait un effondrement économique.

« Les régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »

« Elle (la guerre) sera plus sanglante que jamais avec de nombreuses régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »

« Elle (la guerre) sera plus sanglante que jamais avec de nombreuses régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »

« Elle (la guerre) sera plus sanglante que jamais avec de nombreuses régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »

« Elle (la guerre) sera plus sanglante que jamais avec de nombreuses régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »

« Elle (la guerre) sera plus sanglante que jamais avec de nombreuses régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »

AVERTISSEMENT

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>E</sup> INTERNATIONALE

19, rue Daguerre, Paris (14<sup>e</sup>) — Téléphone : Suffren 62-31 C.C.P. Mlle Picard 5660-38 Paris

Unis comme ceux du Métro, les travailleurs

IMPOSERAIENT leur gouvernement

Au moment où nous devons rédiger cet article, Guy Mollet, secrétaire du Parti socialiste, vient d'accepter de faire le ministère.

Le problème de la réforme électorale a fait éclater la fragile majorité qui, depuis sept mois, soutenait de ses votes le gouvernement Pfléven.

Il ne saurait être ici question de rappeler les jongleries auxquelles depuis plusieurs semaines, se livrent les députés, ni d'examiner dans le détail les différents modes de scrutin

proposés. Les promoteurs de la réforme électorale ont pour but — ils le déclarent cyniquement — de réduire au minimum la représentation parlementaire du Parti Communiste Français.

Si importante que soit la question des prochaines élections pour les politiciens des partis bourgeois et de la social-démocratie, d'autres questions les préoccupent beaucoup plus encore.

« Elle (la guerre) sera plus sanglante que jamais avec de nombreuses régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »

DÉCLARATION DU BUREAU POLITIQUE DU P.C.I.

A l'occasion d'une affaire de droit commun dans le Pas-de-Calais et d'opérations policières menées à propos de cette affaire, la Fédération du Pas-de-Calais du Parti Communiste Français a publié un communiqué dans lequel il est question d'un provocateur qui aurait essayé d'entraîner d'anciens résistants dans une activité de provocation trotskyste.

Le Bureau Politique du Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) condamne toutes les opérations policières qui visent à frapper les organisations ouvrières par des procédés obliques à l'occasion d'affaires de droit commun.

Le Bureau Politique du PCI dénonce le communiqué de la Fédération du Pas-de-Calais qui tente d'orienter les opérations de la police contre des organisations ouvrières au lieu de contribuer au front unique des travailleurs contre celles-ci.

Le 3 mars 1951.

A LA CONFÉRENCE DE L'UNITÉ

300 DÉLÉGUÉS démontrent que l'unité d'action est nécessaire et possible

Nul ne saurait contester le caractère représentatif de la Conférence pour l'Unité qui s'est tenue salle Lanoy le 25 février 1951.

La division syndicale et l'absence de démocratie dans les grandes centrales voient le mouvement ouvrier à l'impuissance et à l'asphyxie.

« Elle (la guerre) sera plus sanglante que jamais avec de nombreuses régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »

3.000 Marocains dans les prisons de l'impérialisme

Quand en octobre dernier le Sultan du Maroc quitta Paris sans que les conversations entre les autorités françaises et lui aient abouti, la crise marocaine était ouverte.

On assista alors aux manœuvres du général Juin pour amener le Sultan à désavouer le parti de l'Istiqlal qui représente l'immense majorité du peuple marocain.

« Elle (la guerre) sera plus sanglante que jamais avec de nombreuses régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »

« Elle (la guerre) sera plus sanglante que jamais avec de nombreuses régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »

« Elle (la guerre) sera plus sanglante que jamais avec de nombreuses régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »

Il avait fait confiance. Il n'a pas non plus oublié les 45.000 algériens assassinés à Sétif et Guelma en 1945, les 90.000 maigaches tombés sous les coups des troupes françaises.

« Elle (la guerre) sera plus sanglante que jamais avec de nombreuses régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »

« Elle (la guerre) sera plus sanglante que jamais avec de nombreuses régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »

« Elle (la guerre) sera plus sanglante que jamais avec de nombreuses régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »

« Elle (la guerre) sera plus sanglante que jamais avec de nombreuses régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »



— Si tu ne dis pas tout de suite : « Je suis un grand ami de la France », on ne t'emmènera plus voir le Président à l'Élysée !

CRISE EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Pour le troisième anniversaire de la mainmise totale du Parti communiste sur le gouvernement tchèque, Cachin écrivait dans l'Humanité du 24 février un article diatribique, selon lequel tout allait à merveille.

« Elle (la guerre) sera plus sanglante que jamais avec de nombreuses régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »

« Elle (la guerre) sera plus sanglante que jamais avec de nombreuses régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »

« Elle (la guerre) sera plus sanglante que jamais avec de nombreuses régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »

« Elle (la guerre) sera plus sanglante que jamais avec de nombreuses régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »

« Elle (la guerre) sera plus sanglante que jamais avec de nombreuses régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »

Eisenhower prépare les 2 ans !

Bientôt les jeunes vont partir pour l'armée. Ils sont inquiets, et avec quelques raisons de l'être. Des bruits, mal démentis, ont couru sur leur envoi en Indochine.

« Elle (la guerre) sera plus sanglante que jamais avec de nombreuses régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »

« Elle (la guerre) sera plus sanglante que jamais avec de nombreuses régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »

« Elle (la guerre) sera plus sanglante que jamais avec de nombreuses régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »

« Elle (la guerre) sera plus sanglante que jamais avec de nombreuses régions du monde des liens étroits de sang, des liens politiques et économiques... »

Cercle Lénine Tribune des Amis de la Vérité OÙ VA LA CHINE DE MAO TSE TOUNG ? par Michèle MESTRE LE VENDREDI 16 MARS A 20 H. 30 PALAIS DE LA MUTUALITÉ SALLE M 21 rue Saint-Victor (Métro Maubert-Mutualité)

ERRATA Notre hebdomadaire du n° 267 a été intitulé « Occupation des territoires », dans l'attente de la publication de la 1<sup>re</sup> partie, il faut lire « la bourgeoisie » et non « la partie occupée ».



LA VIE DU JOURNAL

La fête de la « Vérité » se prépare activement

La grande fête annuelle de notre journal qui aura lieu le 31 mars aux Sociétés Savantes, revêtira cette année un caractère particulier en raison de la qualité exceptionnelle des concours qui nous sont proposés.

Nos lecteurs ont déjà pu le constater par la première liste publiée dans ce numéro mais cette liste n'est pas close et de loin. Seuls les aides du métier ont une promesse ferme mais nous pouvons être assurés que dès le prochain numéro nous pourrions annoncer plusieurs autres noms qui comme les premiers feront venir par anticipation les applaudissements de nos amis travaillant d'arrachepied pour que notre journal ait une fête digne de lui.

C'est le groupe Spartacus qui prépare une sélection des meilleurs morceaux de son répertoire. Ce sont nos camarades O'Brady et Roger Blin qui sont en train de mettre au point des sketches dont l'un d'O'Brady a fait en 1950 les beaux jours des auditeurs dont l'autre sur une idée de Roger Blin sera mis au point avec le concours de Maurice Henry.

Mais, chut !... Ne révélez pas les secrets des coulisses puisque vous serez tous là le 31 mars.

Grande fête de la « Vérité »

Samedi 31 mars, à 20 h. 30 SALLE DES SOCIÉTÉS SAVANTES, 8, rue Danton (Métro Odéon)

Avec le concours de : OBRADY et ses Marionnettes ROGER PIGAUT LEO CAMPION LE GROUPE SPARTACUS du Centre Laïque des Auberges de la Jeunesse et de nombreux autres artistes d'avant-garde de la scène et de l'écran

★ PRIX DES PLACES : 150 fr.

On trouvera des billets auprès des vendeurs de La Vérité et à la permanence de la Région Parisienne du P.C.I., Hôtel des Chambres syndicales, 47, rue de la Victoire, salle Prévot, tous les samedis de 17 à 19 heures.



ROGER BLIN sera parmi vous le 31 mars.

Chez les étudiants

Echec à l'antitrotzkysme

Le cercle de l'U.J.R.F. du Lycée Chaplat avait organisé, le jeudi 1<sup>er</sup> mars, une réunion sur le sujet « trottzkysme ou titisme », avec le « grand écrivain progressiste » Dominique Desanti et le « grand journaliste démocrate » Roger Maria. Invités par des camarades de l'U.J.R.F., quelques étudiants trotskystes et un représentant de nos deux conférenciers se trouvèrent donc devant cette alternative : vider nos camarades et avouer ainsi leur forfaiture devant les gens de l'U.J.R.F. ou bien « exposer aux risques d'une discussion démocratique. Ils choisirent la troisième solution : parler d'autre chose. Desanti nous raconta sa petite histoire sur les procès Rajk et Kostov. C'est bien romanesque, conclut-elle, mais je vous assure que c'est la vérité ». Quant à Maria il se contenta de délayer pendant trois quarts d'heure quelques banalités sur le nationalisme et l'internationalisme en lançant calomnies et insultes au passage, ce qui provoqua l'indignation de l'assistance. Après les exposés, les questions furent et au bout d'un moment Maria et Desanti s'éclipèrent discrètement, prétextant un rendez-vous. La discussion se continua pendant une heure et demi en lançant calomnies et insultes au passage, ce qui provoqua l'indignation de l'assistance. Après les exposés, les questions furent et au bout d'un moment Maria et Desanti s'éclipèrent discrètement, prétextant un rendez-vous. La discussion se continua pendant une heure et demi en lançant calomnies et insultes au passage, ce qui provoqua l'indignation de l'assistance. Après les exposés, les questions furent et au bout d'un moment Maria et Desanti s'éclipèrent discrètement, prétextant un rendez-vous.

P. SUETTE.

AVIS D'EXCLUSION

Le 31 octobre 1950, le Comité Régional parisien, considérant que le mode d'existence de X. Macé était incompatible avec l'appartenance à une organisation ouvrière, l'avait suspendu de l'organisation jusqu'à ce qu'il trouve du travail.

Ne disposant d'aucune information sur lui depuis lors, le Bureau Politique a prononcé son exclusion du P.C.I. à dater de la décision du Comité Régional parisien.

CRISE ET TCHÉCOSLOVAQUE

des prix un peu plus élevés ». Ce qui signifie que ce sont les plus pauvres qui souffriront du rationnement. En même temps cette mesure révèle qu'il existe des privilèges qui peuvent acheter au marché libre. Peut-être les difficultés alimentaires s'aggravent-elles inévitablement mais les travailleurs verront difficilement dans la législation des privilèges des mesures socialisatrices.

L'INDÉPENDANCE SLOVAQUE. La plupart des cadres dirigeants de Slovaquie, V. Clementis, L. Novomesky, G. Husak, K. Smidka ont été accusés à la fois d'être des espions et d'avoir voulu créer « un Etat slovaque indépendant ». Nous retrouvons là un vieux problème.

La Tchécoslovaquie, créée au lendemain de la première guerre mondiale, fut un assemblage de différentes nationalités. La bourgeoisie imposa sa domination aux Slovaques et aux différentes minorités nationales. La nouvelle Tchécoslovaquie a-t-elle ou résoudra ce problème de la cohabitation de plusieurs peuples au sein d'un même Etat ? La crise actuelle montre que non.

En ce qui concerne la minorité allemande, elle est en fait une minorité forte qui régit si l'on peut dire la question par l'expulsion hors du pays.

La question est, ce qui concerne le peuple slovaque, c'est-à-dire, c'est un mot d'ordre communiste que l'égalité avec le peuple tchèque, avec des institutions autonomes. Un tel système ne peut s'établir que sur la base de la démocratie. Or la pratique des Partis communistes staliniens repose sur la centralisation la plus grande, l'obéissance aux chefs et s'oppose à l'autonomie des différents peuples. Il est difficile de savoir si les leaders arrivés au pouvoir ont voulu des libertés nationales ou si la direction du P.C., en les arrêtant, veut centraliser davantage le contrôle gouvernemental. Quel que soit ce régime, nous ne pouvons nous attendre à une véritable autonomie nationale et nous sommes en source de crise permanente introduite par la soumission de tous les intérêts des masses à ceux de la bureaucratie de l'U.R.S.S. dans tout l'Est européen. Car il ne s'agit pas seulement des relations entre les Slovaques et les tchèques mais entre chaque peuple et l'U.R.S.S.

RESTER TOUJOURS FIDÈLE AU GRAND STALINE Dans le programme d'action du Parti pour 1951, Göttswald a mentionné, en dernier, le point le plus important : « Préservers avec le plus grand soin l'alliance tchéco-slovaque, les liens et les sentiments d'amitié russo-tchécoslovaques et rester toujours fidèle au grand Staline. » Dans ce numéro un dans tous les partis staliniens. L'internationalisme consiste à subordonner les intérêts des masses travaillantes aux besoins du Kremlin. Si l'on raisonne, c'est d'abord faire preuve de « négation

Unis, les travailleurs...

La campagne violente que le Kremlin a déclenchée contre le réarmement allemand exprime la grande réalité de la situation internationale. L'industrie de l'Allemagne occidentale, il ne faut pas oublier, a pu se baser sur ce principe : Hitler a pu construire en quatre années de temps une armée et une industrie de guerre aussi puissantes que celles de l'U.R.S.S. La bureaucratie soviétique a laissé clairement entendre, dans sa dernière déclaration, qu'elle était prête à réagir pour empêcher par la force la concentration de forces armées allemandes par les partis staliniens, et ainsi obligé de limiter par le moment ses plans de remilitarisation de l'Allemagne jusqu'à ce que son propre réarmement soit achevé et ait modifié, du moins dans une certaine mesure, les rapports de forces militaires U.R.S.S.-U.A.

La propagande menée contre le réarmement allemand par les partis staliniens, surtout en Europe, qui sert les objectifs militaires-diplomatiques du Kremlin, est un fait révélateur. Plus que les réarmements de tous les pays ont le devoir de démasquer. Elle se base sur le mythe réactionnaire de la « culpabilité collective du peuple allemand », pour nier à ce peuple, sans distinction de classe, le droit de posséder sa propre force armée. Elle s'appuie sur les accords conclus avec le régime impérialiste de Vichy pour exiger des impérialistes, Juifs et alliés, le respect de la parole donnée. C'est-à-dire de le restituer à une politique d'oppression et de pillage en commun du peuple allemand par les vainqueurs de la deuxième guerre mondiale. C'est politique qui discrédite plus que jamais l'U.R.S.S. aux yeux des masses allemandes et du même temps provoque un Allemagne même, à un appel fraternel aux bourgeois et généraux réactionnaires. C'est la « honte nationale », pour que ceux-ci refusent de servir comme « pièce à conviction » les armées staliniennes et obtiennent l'indépendance complète du P.C. allemand des masses laborieuses allemandes.

Ces masses pourtant ont, dans leur très grande majorité, passionnément opposées à la politique de réarmement défendue par le gouvernement Adenauer. Plus que n'importe quel autre, le peuple allemand a souffert dans sa propre chair les horreurs de la guerre impérialiste. Plus qu'importe quel autre peuple, le peuple allemand a appris à ses dépens à se méfier de la droite, des médias et des trompeurs de « défense de la patrie » et de « défense de la grandeur nationale », de « lutte pour la liberté de la nation ». Dans aucun autre pays, l'opposition latente des masses laborieuses n'acquiesce autant de milliers d'ouvriers et de paysans que les masses allemandes aux préparatifs de guerre des impérialistes et de leurs partisans bourgeois allemands.

Jusqu'à maintenant, la social-démocratie allemande (S.P.D.) et certaines formations bourgeoises (groupes confessionnels protestants de Meinungen-Riemeler) ont réussi dans une large mesure à canaliser cette opposition latente. Les succès relatifs obtenus par le S.P.D. et les élections de la Diète de Hesse, de Wurtemberg-Bade et de Bavière sont dus au fait que, dans la vie politique allemande, le jour d'hui, les partis opposés à la politique impérialiste, ont pu apparaître comme la seule force capable de résistance envers l'impérialisme. Mais, et c'est ce qui est le plus remarquable, le S.P.D., combinant une vague propagande pacifiste et celle d'une « défense nationale », a pu gagner sur ses deux alliés renforcés antagonistes. Demain, cette contradiction de la situation allemande au grand jour et ouvrira de larges perspectives au parti révolutionnaire pour transférer l'hostilité des masses allemandes contre le réarmement en un levier pour une stratégie du prolétariat allemand.

Les sections française, belge, hollandaise de l'IV<sup>e</sup> Internationale, les trotskystes des Etats-Unis, de l'U.R.S.S., de la Grande-Bretagne, dénoncent la tentative de leurs gouvernements d'imposer aux masses allemandes une solution quelconque de la question du réarmement sans la volonté du peuple allemand lui-même. Ils dénoncent en même temps la nouvelle campagne chauvine « anti-bouche déchaînée par les partis staliniens en Europe, basée sur l'accusation calomnieuse de la « culpabilité collective du peuple allemand ». Leurs mots d'ordre seront : « Que le peuple allemand se réveille ! DECIDEZ-VOUS : RETRAIT IMMÉDIAT DES TROUSSES D'OCCUPATION DES DEUX ALLEMAGNES ; LIBÉREZ TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES ARRÊTÉS PAR LES PUISSANCES D'OCCUPATION ; LIBÉREZ TOUS LES ALLEMAGNES ; LIBÉREZ LE PEUPLE ALLEMAND !

En même temps, les révolutionnaires allemands mènent une campagne énergique contre les plans de réarmement de l'impérialisme et des bourgeois allemands. Ils dénoncent l'armée bourgeoise constituée comme une armée de guerre civile contre le peuple allemand. Ils dénoncent les mesures politiques de répression, comme un instrument pour embrigader les masses allemandes dans la croisade impérialiste. Ils dénoncent l'impérialisme pour sortir de ses contradictions sociales et économiques inextricables. Ils développeront une stratégie révolutionnaire en faveur d'un référendum pour décider de la question de la reconquête d'une indépendance nationale. Ils essayeront de constituer un large front unique révolutionnaire pour l'opposition à la politique de réarmement Adenauer. En même temps, ils expliqueront dans leur propagande aux travailleurs allemands que le parti révolutionnaire allemand doit avoir la possibilité de se défendre avec des armes contre les attaques impérialistes pour obtenir sa propre émancipation sans utiliser, au moment voulu, la lutte armée. Plus de « patrie » bourgeoise ou pour la bureaucratie soviétique !

Préparer une telle stratégie révolutionnaire est le livre développement du mouvement ouvrier, ainsi que la lutte pour la République et pour le socialisme. Les Allemands, libres, indépendants et unis, dans le cadre des Etats-Unis Socialistes d'Europe. « Veille de la révolution » développée par les révolutionnaires allemands, combinée à l'agitation et à la lutte contre l'impérialisme allemand et le gouvernement Adenauer.

APRES LA PROVOCATION POLICIERE DE LYON

30 antifascistes toujours arrêtés

Nous avons dénoncé dans le dernier numéro de « La Vérité » l'odieuse provocation organisée par la police contre les militants de la C.N.T. espagnole et de la Fédération Anarchiste française, à la faveur de l'agression contre le bureau postal de Lyon. Deux mille travailleurs, pour la plupart immigrés espagnols, avaient été arrêtés.

A l'heure où nous écrivons, une trentaine de militants restent arbitrairement emprisonnés. Le droit d'asile est fouillé aux pieds et les détenus d'autant plus odieux qu'il s'agit de héros du combat contre le fascisme qui non contents de leur lutte héroïque en Espagne et en dépit des camps de concentration qui les accueillirent en France en 1939, venaient à la lutte clandestine au cours de la dernière guerre.

Halte aux complots de Franco ! Libérez les antifascistes espagnols emprisonnés à Lyon ! Michel LEQUEHNE

Déconfiture de Pietro-Franco

L'envoi d'un ambassadeur auprès de Franco s'accompagne de la répression contre l'immigration espagnole anti-franquiste. Afin que la signification de ces gestes criminels n'échappe à personne, le 17 février, l'ex-ambassadeur de Pietro, François Pietro se proposait de parler aux Sociétés savantes sur le thème « Espagne en Europe ». Il dut reculer devant la contre-manifestation qui réponsait à l'appel du « Comité d'Action Antifranco ». Mais son surséjour d'un jour pour le 3 mars. Le même soir la Fédération Anarchiste a organisé un meeting de protestation contre la provocation policière dont elle est victime.

Solidarité aux anarchistes

Les contre-manifestants du meeting de Pietro, conscients de l'unité profonde de la répression et de l'habilitation de Pietro, s'y rendirent et manifestèrent leur soutien sans réserve contre les attaques anti-ouvrières. Un porte-parole de notre Parti y souligna que les coups portés aujourd'hui contre les anarchistes comme hier contre les militants de partis nationaux ou coloniaux ou stalinis, tomberont demain, si nous ne ripostons pas, sur tous les secteurs du mouvement ouvrier l'un après l'autre.

Protestation contre le meurtre de sept noirs aux Etats-Unis

Le Cartel d'Action Antiraciste, qui réunit la Ligue Internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme, le Parti Communiste Internationaliste, les Jeunesses Socialistes, l'Union des Etudiants des Brigades de Yougoslavie, le Mouvement Révolutionnaire de la Jeunesse et les Etudiants Socialistes, a adressé le 13 février à l'Assemblée des Etats-Unis à Paris le télégramme suivant : « Sept noirs de Martinville (U.S.A.) ont été tués sur la chaise électrique pour un crime qui n'a jamais été prouvé, dont la victime n'a jamais reconnu les accusés et a mystérieusement disparu après sa déposition. Voilà ce qu'on fait les racistes malgré les protestations de nombreuses organisations des Etats-Unis et du monde entier. Les racistes des Etats-Unis ne s'en tiennent pas là. Ils veulent renouveler leur crime abominable. Les noirs de Memphis (New-Jersey) sont menacés de mort. Le Cartel d'Action Antiraciste s'engage vigoureusement contre cette odieuse sentence de mort et s'oppose à ceux dont le seul crime est de ne pas avoir la peau blanche. Libérez immédiatement les six noirs de Memphis ! A bas les racistes américains et ceux du monde entier ! »



# LES FORCES MOTRICES DE LA RÉVOLUTION CHINOISE

(De notre correspondant)

Depuis le départ de volontaires en Corée une mobilisation des forces de tout le pays a été entreprise. Dans toutes les usines, les écoles, les organisations, une campagne d'agitation contre l'impérialisme américain a été déclenchée et s'est révélée très efficace. Alors que, par conséquent, le rôle de la guerre de Corée, les volontaires même certains membres du Parti Communiste croyaient à l'impossibilité d'une telle campagne, que l'impérialisme reculerait devant les masses, aujourd'hui il ont compris que, tant que subsistera l'impérialisme, le danger de guerre subsistera aussi.

Cependant cette propagande se heurte à quelques difficultés; dans les syndicats par exemple et dans les écoles, toutes les assemblées d'usine, la même question est posée: « Il faut abattre l'impérialisme américain, mais pourquoi l'Union soviétique n'envoie-t-elle pas de troupes ? Pourquoi faut-il que ce soit nous qui intervenions dans cette guerre ? » Les réponses données par ses dirigeants n'ont nullement satisfait les ouvriers sur ce point.

Par ailleurs, la campagne anti-impérialisme du gouvernement se traduit pour les ouvriers par une campagne pour un accroissement de la production qui ne rencontre pas un très grand enthousiasme. En effet, le 1<sup>er</sup> février 1951, les ouvriers ont voté une baisse des salaires en raison de la mauvaise situation financière, mais en promettant leur relèvement dans un délai de six mois. Cependant, en décembre 1950, la situation financière est bien meilleure qu'au début de l'année. Les ouvriers attendaient donc une hausse des salaires qui a été différée sous prétexte des charges imposées par la guerre de Corée. Dans ces conditions, la propagande stalinoviste ne peut avoir beaucoup d'effet; dans bien des endroits les ouvriers déclarent qu'ils sont prêts à augmenter la production pour soutenir la guerre de Corée mais à condition que les salaires soient également augmentés. Ces raisons expliquent le grand nombre de grèves qui ont dernièrement éclatées à Shanghai.

## Raidissement envers la bourgeoisie

Le gouvernement, bien que cette attitude soit un obstacle à sa politique, ne veut pas heurter de front les ouvriers car il a besoin de leur soutien. En effet, l'impérialisme américain a marqué un raidissement vis-à-vis de la bourgeoisie nationale qui s'est vu contraindre à un emprunt forcé pour financer l'achat de matériel de guerre. Aussi le gouvernement est-il obligé de se ménager un plus large appui dans les masses ouvrières et doit-il tenir compte de leurs revendications: des comités consultatifs comprenant des représentants ouvriers et patrons ont été créés dans les usines, les conflits de salaires mais la décision appartient au Bureau du Travail organisme gouvernemental. Les revendications limitées ne peuvent empêcher les ouvriers de continuer leur lutte pour améliorer leurs conditions d'existence; à plusieurs reprises, à Shanghai,

les ouvriers ont réussi à imposer leur revendications sur le salaire. Le Bureau du Travail, mais par leur action directe. Quelle sera l'attitude du gouvernement devant ces phénomènes ? Il ne faut pas s'attendre à ce qu'elle dépendra évidemment de l'évolution du rapport de forces en Chine et à l'extérieur dans les mois qui viennent.

## Indépendamment de toute pression soviétique

Le gouvernement se prépare à un effort de guerre à longue portée: il paraît décidé à poursuivre jusqu'au bout l'aide à la Corée, même jusqu'à une guerre avec les U.S.A. Une école militaire a été créée dans chaque grande ville à l'usage des membres du P.C.C. en vue de former les futurs cadres d'une armée renforcée. Le ministre de l'Éducation nationale a lancé un appel dans toutes les écoles secondaires et les universités pour inciter les étudiants à consacrer à la propagande leurs heures de liberté et à engager à entrer comme volontaires dans les écoles militaires. Les syndicats poussent les ouvriers et particulièrement les chômeurs à entrer dans les usines. Des centaines de techniciens ont été mobilisés pour la Corée. Tous ces indices prouvent la volonté résolue de la direction du Parti Communiste de continuer la guerre jusqu'au bout, la guerre de Corée, dans laquelle il s'est engagé indépendamment de toute pression soviétique.

## Extension de la réforme agraire dans le sud

Dans le sud, au problème de la lutte directe contre l'impérialisme américain, s'ajoute celui de la réforme agraire. Comme vous le savez, la réforme agraire n'a pas été appliquée au sud du pays mais son extension est actuellement rendue plus que jamais nécessaire par la renouveau du banditisme dans ces régions. Selon les informations officielles, on compte un demi-million de bandits dans les provinces du sud, dont l'actuelle extension, notamment dans les Kwangsi et le Yunan. Les bandes sont formées d'anciens soldats du Kuomintang qui, après le désastre de l'écrasement de Tchang Kai Shek, se sont réfugiés dans les montagnes. Non seulement elles empêchent les communications entre les régions, mais elles terrorisent les paysans qui ont organisé des Comités pour réaliser la réforme agraire. En effet, ces bandes agissent sur le gouvernement direct avec la bourgeoisie du sud propriétaire du sol, dont la réforme agraire briserait la puissance. Les paysans réclament à des conditions d'existence très précaires par la forte concentration de la propriété, sont extrêmement mécontents et ne demandent qu'à se révolter. Le gouvernement dans la lutte contre le banditisme que s'ils ont un intérêt direct à la faire, c'est-à-dire à la réforme agraire, est réalisée. C'est pourquoi l'application de la réforme agraire précède davantage les gens du sud que la lutte contre le banditisme et suscite l'enthousiasme.

TCHEN.

## Les dessous de la crise ministérielle au VIET-NAM OCCUPÉ

Pendant deux longs mois, Tran-van-Huu Président du Conseil et sa séculaire ont monté d'insupportables combinaisons politiques avec les puissances de la crise ministérielle. Le régime politique vacillait, le Gouvernement était pris en suspicion. Il fut d'abord réformé d'un remaniement de ses membres. Tran-van-Huu et ses accolés renforçaient de consolider un régime fondé sur le mensonge et sur le sang des Vietnamiens, leurs trêves de la crise fut enfin résolue le 19 février 1951. Le nouveau cabinet s'appuie sur des représentants connus comme ennemis du peuple. Les mêmes impostures seront indubitablement poursuivies. Le Président Tran-van-Huu cumule trois ministères: Défense nationale, Intérieur et Affaires étrangères.

Il y avait au début de la crise, trois groupes en présence: celui de Ngô-Dinh-Diem, de Nguyen-phan-Long et de Tran-van-Huu.

## LA GREVE DES CHEMINOTS AMERICAINS

(De notre correspondant)

Pour la deuxième fois en sept semaines, une grande grève des cheminots a eu lieu aux États-Unis.

Pendant 22 mois, les sociétés de cheminots de fer qui se trouvent entre les mains des milions de personnes refusent de négocier sérieusement avec les syndicats de cheminots. Pourtant, d'autres secteurs de la classe ouvrière ont obtenu quatre ou même cinq augmentations de salaires depuis 1945, tandis que les cheminots n'en reçoivent que trois.

Ils demandent la semaine de quarante heures, car jusqu'à présent ils doivent souvent travailler 50 à 56 heures sans toucher une paie supplémentaire. Grâce à la grève, les dirigeants spécialement dirigée contre les cheminots, les capitalistes ont pu éviter depuis deux ans une nouvelle augmentation de leurs salaires et de leurs bénéfices. Ce sont les profits les plus élevés qu'ils aient jamais connus, augmentés huit fois, c'est à dire de 57 %, le prix des voyages en chemin de fer depuis 1945.

Pour accroître encore leurs profits, les barons des chemins de fer économisent également sur les salaires des employés. C'est ce qui explique, en dernière analyse, les récentes catastrophes de Long Island et de New Jersey.

En août 1950, une grève générale des cheminots menace d'éclater. Alors le président Truman, proclame avec l'approbation des deux principaux syndicats qui, en 1946, l'avaient appelé « briseur de grève », la « réquisition » des chemins de fer, l'armée. Les représentants des sociétés de chemins de fer furent nommés commandants militaires de leurs propres troupes, et d'alliés de tous les fonctionnaires de l'État. Rien ne démontre mieux le caractère de classe de l'État bourgeois et de son Armée.

Les présidents chinois repousseront les revendications des cheminots. Le 15 décembre une grève des travailleurs du rail éclata. Elle dura quatre jours. Les ouvriers exigèrent le travail lorsque les bureaucrates syndicaux annonçèrent la conclusion d'un accord avec la société, accord qui, en réalité n'exista pas encore. Ce n'est que le 21 décembre qu'un accord fut conclu, et celui-ci s'avéra tout à fait insuffisant. D'après les conditions acceptées par les bonzes, la semaine de quarante heures était accordée « en principe », mais n'aurait pu être effectuée avant le 1<sup>er</sup> janvier 1952 et peut-être même plus tard, et le contrat n'aurait pu être changé avant trois ans.

C'est pourquoi l'accord fut repoussé sur la base des revendications de cette grève des cheminots commença le 31 janvier 1951. Ce fut une « grève sauvage » spontanée contre la volonté des bureaucrates. Les dirigeants syndicaux déclarèrent simplement qu'ils étaient « malades ». Truman lança contre les cheminots toutes les foudres gouvernementales: la presse, parlant de « rébellion », un tribunal de Chicago déclara la grève illégale; les porte-paroles du régime accusèrent les cheminots d'attitude « patriotique » et les menacèrent qu'ils seraient punis. La bourgeoisie faisait tout pour briser cette grève qui paralysait les lignes de communication les plus importantes du pays.

Après neuf jours de lutte, Truman présenta un ultimatum aux grévistes: « Soyez tous. En cas de rébellion une augmentation rétroactive provisoire des salaires serait accordée en attendant la signature d'un nouveau contrat. Les travailleurs étaient furieux, mais renoncèrent, abandonnés par leurs dirigeants et sous la pression gouvernementale et militaire. Néanmoins, les dirigeants syndicaux se virent obligés de demander à Truman qu'il « excuse » avoir injurié les cheminots.

On ne sait pas encore, si l'accord mesure le nouveau contrat donnera satisfaction aux travailleurs du rail. Mais il est certain que le gouvernement et les syndicats rencontreront de nouvelles difficultés s'ils restent intransigeants sur les principaux points de litige.

Les cheminots ne possèdent pas encore une direction efficace et combattive comme les mineurs. Mais il n'est pas permis que le gouvernement dirige l'armement, l'industrie, l'énergie, le plus en plus montrant un grand nombre d'ouvriers américains en conflit direct avec le gouvernement.

Charles HANLEY.

Ngô-Dinh-Diem, frère de Mgr Ngô-Dinh-Thuc, est le leader du parti catholique. Les ministères éventuellement nommés, tantôt, ont été nommés par Ngô-Dai, mais aussi celle des Français. On peut dire sans crainte d'être démenti qu'ils sont l'objet de l'opposition systématique des Américains qui ne permettent pas un cabinet sans que leur propre influence, voire même leur légitimité, y soit placée. Et sous la menace de l'absence de retirer leur aide, les Français restent perplexes.

Nguyen-phan-Long, ancien président du Conseil, vieux renard de la clique new-yorkaise, fut touché subversivement par Ngô-Dai. Ce fut en fait lui qui « buyen-phan-Long formait son cabinet pro-américain pour toute éventualité. Il comptait bien sur la diplomatie du dollar pour atteindre son but. Mais les Français de leur côté y sont opposés aussi fermement que les Américains d'un cabinet Nguyen-phan-Long. De la même attitude circonspecte de cette clique et le cabinet restait toujours à l'état de projet comme celui de Ngô-Dinh-Diem, qui fut en fait un cabinet qui n'a jamais eu son propre chapitre. Le choix tomba fatalement sur Tran-van-Huu qui seul pouvait opérer le rapprochement avec le peu de ministres qui lui restaient à sa suite. Ainsi le second cabinet Tran-van-Huu ne recemant de la combinaison savante des éléments pro-américains, francophiles et entièrement anti-vietnamiens fut pompeusement baptisé d'« Union nationale ».

Et l'on continuera demain à exploiter et à trahir comme par le passé le peuple du Viet-Nam.

Loin de s'intéresser à l'avenir de leur pays, ces hommes insatiables ne visent qu'un honneur et une richesse. Tout ce que Tran-van-Huu a de plus spécifique c'est qu'il ne s'estime pas encore heureux quand il est déjà à l'apogée de sa gloire politique, doublée de fortune fabuleuse.

Que lui faut-il de plus ? Peut-être encore du sang des Vietnamiens dans une soif insatiable. Pendant l'exercice de ses fonctions d'abord de gouverneur et ensuite de Président du conseil il s'abreuvait de sang humain, et avait des centaines de victimes dont il ne fut que trop avide. Quant à Bao-Dai sa politique démagogique le tourna en ridicule quand il s'éleva à la bruyante question de réforme agraire pour la réalisation de laquelle il ne dispose ni de terres ni de rizières à partager. Il fut alors démis de ses fonctions et des terres aux paysans effectués par la République démocratique du Viet-Nam. Bao-Dai en fit le credo de son action promiscue à Hô Chi Minh, deux choses toutes différentes pour ce sinistre « scitoven » qu'est l'empereur Bao-Dai.

THU.

## LES FORCES MOTRICES DE LA RÉVOLUTION CHINOISE

### UNE DECLARATION DE MAO TSE TUNG

« Les sacrifices héroïques que s'impose le peuple chinois, après des années de guerre civile, pour aider le peuple coréen à se libérer, amène le gouvernement de Mao Tse Tung à présenter des mesures apportant des satisfactions aux travailleurs et faisant porter un poids plus important de la guerre sur la bourgeoisie chinoise. Ceci est une évolution à gauche de la politique communiste chinoise. »

### Confirmation de la théorie de la Révolution permanente

Cette évolution se marque notamment sur le plan idéologique par une clarté plus grande dans la définition des buts et de la stratégie. C'est ce que le Chicago déclara la grève illégale; les porte-paroles du régime accusèrent les cheminots d'attitude « patriotique » et les menacèrent qu'ils seraient punis. La bourgeoisie faisait tout pour briser cette grève qui paralysait les lignes de communication les plus importantes du pays.

Après neuf jours de lutte, Truman présenta un ultimatum aux grévistes: « Soyez tous. En cas de rébellion une augmentation rétroactive provisoire des salaires serait accordée en attendant la signature d'un nouveau contrat. Les travailleurs étaient furieux, mais renoncèrent, abandonnés par leurs dirigeants et sous la pression gouvernementale et militaire. Néanmoins, les dirigeants syndicaux se virent obligés de demander à Truman qu'il « excuse » avoir injurié les cheminots.

On ne sait pas encore, si l'accord mesure le nouveau contrat donnera satisfaction aux travailleurs du rail. Mais il est certain que le gouvernement et les syndicats rencontreront de nouvelles difficultés s'ils restent intransigeants sur les principaux points de litige.

Les cheminots ne possèdent pas encore une direction efficace et combattive comme les mineurs. Mais il n'est pas permis que le gouvernement dirige l'armement, l'industrie, l'énergie, le plus en plus montrant un grand nombre d'ouvriers américains en conflit direct avec le gouvernement.

Charles HANLEY.

### La Revolution, Staline, et les P.C.

Cette évolution du P.C. Chinois éclaire en même temps les relations existant entre les masses révolutionnaires, les partis stalinistes et le Kremlin.

Il y a donc deux côtés qui voient dans la révolution coloniale ou ne sont que machination stalinienne.

### La Revolution, Staline, et les P.C.

Cette évolution du P.C. Chinois éclaire en même temps les relations existant entre les masses révolutionnaires, les partis stalinistes et le Kremlin.

Il y a donc deux côtés qui voient dans la révolution coloniale ou ne sont que machination stalinienne.

Cette évolution du P.C. Chinois éclaire en même temps les relations existant entre les masses révolutionnaires, les partis stalinistes et le Kremlin.

Charles HANLEY.

### La Justice américaine a condamné le noir Willy Mac Ghee à être électrocuté, pour viol.

La sentence est exécutée le 20 mars à Jackson (Mississippi). Protestez! Exigez sa libération!

### EN CORÉE

### LE VRAI VISAGE DES ARMES DÉMOCRATIQUES

Le véritable caractère réactionnaire de la guerre menée par l'impérialisme en Corée est souligné par la façon dont les l'armée américaine ainsi que la montre les déclarations de M. Thugood-Marshall, représentant de l'Association Nationale pour le progrès des peuples de couleur (U.S.A.).

« Les soldats de couleur combattant dans les rangs des unités armées en Corée ont été les victimes de la politique de discrimination raciale et n'ont pas pu prouver leur innocence devant la Cour Martiale des États-Unis. »

M. Marshall qui vient de mener une enquête à Tokio et en Corée sur la demande de plusieurs soldats noirs condamnés à mort ou aux travaux forcés a affirmé que la Cour Martiale prenait d'habitude moins de deux heures pour prononcer son verdict lorsqu'il s'agissait de soldats de couleur, et que les juges militaires ne tenaient nullement compte de la vérité.

« D'une manière générale, a-t-il déclaré, les soldats noirs sont beaucoup plus facilement inculqués de « désobéissance devant l'ennemi » (article 75 des règlements militaires) que les soldats blancs. En tout cas un soldat blanc n'a jamais été condamné à plus de 5 ans de prison pour désobéissance alors que hermèment 15 soldats noirs ont été condamnés aux travaux forcés à perpétuité pour cette même faute. »

Le Gérant: JULIA Imp. Spéc. de LA VERITE E.G. - G.D. 3 P. D. - P. 49



# SUR LE FRONT OUVRIER

L'EXEMPLE DES TRANSPORTS PARISIENS

## Unité d'action de la base au sommet

En débrayant unanimement pendant 24 heures, les travailleurs de la R.A.T.P. ont remporté un premier succès. Bien entendu, ce débrayage ne suffira pas pour qu'ils puissent arracher leur revendication. Mais il a démontré que la division syndicale pouvait être surmontée et comment il est possible de la surmonter.

La volonté unitaire des travailleurs du métro a surmonté tous les obstacles comme le relate notre correspondant. C'est ainsi que les dirigeants du Syndicat F.O. qui avaient rompu l'unité d'action au mois 1950 et dont les responsables syndicaux déclaraient qu'ils ne feront jamais l'unité d'action avec la C.G.T., ont été cette fois contraints de proposer eux-mêmes à l'unité d'action.

De même Clément, le dirigeant jacobin du Syndicat Autonome TrACTION, malgré toutes ses habiletés, n'a pu, ainsi que l'espéraient ses patrons bourgeois, faire échouer à la grève. L'Unité d'Action entre les autres syndicats, l'initiative prise par les travailleurs eux-mêmes lui ont coupé les ailes.

N'est-ce pas là un magnifique exemple pour l'ensemble de la classe ouvrière ? Ce n'est pas seulement au métro que l'Unité doit se réaliser mais à l'échelle de la classe ouvrière tout entière. Emont Fruchon, au cours du Congrès des Métiers de la région parisienne, déclarait : « La C.G.T. est prête à réaliser l'unité avec toutes les centrales syndicales pour une action puissante et résolue afin d'assurer l'augmentation générale des salaires, l'élévation du salaire après le succès de la grève du métro, la C.G.T. ne doit pas seulement être prête à réaliser l'unité avec les autres centrales », mais des propositions d'unité d'action doivent être faites par le Bureau Central C.G.T. à tous les autres bureaux centraux, par exemple, et soutenues par une campagne systématique dans tous les organes, toutes les entreprises où existe une section syndicale.

Il est hors de doute que les travailleurs de la C.G.T., Autonomes ou inorganisés reprendront à leur propre compte ces propositions d'unité d'action, et obligeront les directions syndicales qui ne le voudraient pas à l'entendre ou passeront par dessus leur tête.

LA PREMIERE LEÇON DE LA GREVE DU METRO, C'EST QUE LE DEVOIR ELEMENTAIRE DES DIRIGEANTS CONSISTE A REALISER L'UNITE D'ACTION, A COMBATTRE POUR L'UNITE D'ACTION RECLAMEE PAR TOUS LES TRAVAILLEURS ET INDISPENSABLE POUR BRISER LES ATTEINTES AU NIVEAU DE VIE ET AUX LIBERTES OUVRIERES.

La seconde leçon, c'est que la discussion et la démocratie à la base sont le ciment le plus solide. L'Unité d'Action n'a pas été réalisée dans tous les dépôts et ateliers de la R.A.T.P. Mais l'exemple de la station Nation, où ce le fut, le montre. Un groupe de conducteurs appartenant au syndicat autonome dirigé par Clément lancèrent un appel que nous avons publié dans notre dernier numéro. Discuté par les travailleurs eux-mêmes, il reflétait leurs véritables intérêts et ceux de tous les conducteurs. Il a incontestablement été un élément important pour briser les manœuvres scissionnistes de Clément.

Ces deux leçons sont valables pour tous les travailleurs : unité d'action des organisations, contrôle de la base sur les sommets par la libre discussion des revendications et la libre élection des représentants.

Le moment est favorable. Exigeons des directions syndicales qu'elles s'unissent partout. Dans toutes les entreprises, constitutions nous-mêmes nos Comités d'Unité d'Action. L'Unité d'Action réalisée sous le contrôle démocratique des travailleurs, engagera avec les travailleurs du métro l'action pour un véritable minimum vital garanti par l'échelle mobile.

Une autre leçon de cette grève mérite d'être relevée. Si l'Unité d'action a pu se réaliser à la R.A.T.P., c'est que les dirigeants des organisations syndicales n'ont pas introduit les mots d'ordre du parti avec lequel ils sont respectivement liés. L'initiative par le syndicat a été prise par tous les employés parce qu'elle a été signée sur la base d'une revendication valable pour chacun, quelles que soient ses opinions politiques : 6.000 francs pour tous. Il est d'ailleurs remarquable que ce soit précisément dans le dernier numéro que A. Lecœur, secrétaire du P.C.F., a reproché aux militants de son parti employés à la R.A.T.P. (« Le travail du parti aux entreprises », page 16). Il est pourtant évident que ce n'est pas le parti qui a imposé sa conception de la lutte pour le pain, ou du gouvernement dans le pacte d'Unité d'Action, celle-ci n'aurait pas eu lieu ni au sommet ni à la base et un succès ouvrier n'aurait pu être marqué.



## GRACE A L'UNITÉ

## SUCCÈS DE LA GRÈVE MÉTRO-BUS

L'initiative des conducteurs isole Clément-lejaune

## La lutte continue pour les 6.000 francs pour tous

Malgré tous les efforts de la presse bourgeoise, la grève ne fut en rien impopulaire. Tous les travailleurs parisiens soutinrent avec un indéniable élan de combat pour les revendications les plus légitimes. Non seulement ils ne rendirent pas un employé de la R.A.T.P. responsables de la grève de transports mais leur témoignèrent leur sympathie.

Malgré le froid qui piquait, les gars du métro et des bus étaient franchement heureux de se trouver l'Unité matin aux piquets de grève, organisés à toutes centrales comme inorganisés. Les oreilles des rédacteurs des journaux bourgeois ont dû tinter : « 50 % du trafic du métro sera assuré », annonçait encore la Radio à son émission de 6 h 30. En fait, à peine une dizaine de rames ont circulé et aucun autobus. Voilà pourquoi les travailleurs du métro étaient joyeux.

Après l'échec de la grève de mars 1950, du grand Syndicat Autonome TrACTION de l'Unité à la veille de l'action, le sentiment profond de tous était qu'il fallait s'entendre et agir ensemble pour arracher à l'Etat-patron quoi que ce soit.

Bien des obstacles avaient été dressés pour que ne se réalise pas l'Unité d'action. Mauvaise volonté des directions syndicales : les Cégétistes déclaraient : « Pas d'Unité au sommet. Unité à la base », les dirigeants F.O. : « Pas d'Unité au sommet », comme si l'un et l'autre n'allaient pas de pair.

Et surtout les manœuvres des dirigeants du Syndicat Autonome TrACTION pour empêcher les conducteurs de se joindre au mouvement, ce qui donnait tant d'espoir à la bourgeoisie. Mais la volonté unitaire des travailleurs du métro a prévalu.

Les dirigeants F.O., C.F.T.C. et C.G.T. ont réalisé l'unité au sommet, les travailleurs se sont unis à la base. Les manœuvres de Clément, secrétaire du Syndicat Autonome, ont été déjouées grâce à l'initiative de conducteurs autonomes eux-mêmes qui l'ont mis au pied du mur.

En jouant sur la confusion des revendications formulées par les autres directions syndicales (6.000 francs de

Le fait que les organisations syndicales aient accepté une sorte d'armistice nous prouve qu'il n'y a pas de gouvernement ouvrier, mais que les employés de la R.A.T.P. se considèrent comme battus. La conclusion est que l'Unité d'Action est possible leur permettra de faire céder l'administration.

Clément affirmait que les avantages particuliers des conducteurs seraient remis en question. Dans un appel que nous avons publié dans le dernier numéro de la Vie, les conducteurs autonomes invitaient toutes les directions syndicales à garantir les avantages des conducteurs, mettaient en avant la revendication de 6.000 francs pour tous et réclamaient un contrôle démocratique de la grève. Ce à quoi Clément ne put rien répondre sinon traiter, dans son journal syndical, un des conducteurs signataires de ce texte à la C.G.T.

Maintenant il s'agit de consolider l'Unité qui s'est manifestée à l'occasion de la grève de 24 heures. Au cours de différentes assemblées générales qui se sont tenues dans plusieurs sections de Paris, des travailleurs de la R.A.T.P. sont intervenus pour populariser la résolution votée par le comité de grève de Nation qui regroupe des employés de toutes catégories et de toutes appartenances syndicales. Cette résolution reprend les idées de l'appel des conducteurs. Pas de modification des indices hiérarchiques, 6.000 francs pour tous, contrôle démocratique de la base.

Si cette orientation était appliquée, l'exemple de Nation où tous se sont déclarés en accord avec cette ligne, montre que l'Unité serait indissoluble. C'est donc dans cette voie qu'il faut aller. Pas de revendications confuses, 6.000 francs pour tous. Participation de tous à la conduite de la grève : c'est-à-dire que les comités de grève de base comme le comité central doivent non seulement être couronnés de succès mais aussi être conditionnés des appareils syndicaux mais comprendre la plus large participation de tous les employés. Dans cette voie le bloc des travailleurs du métro pourra débrayer jusqu'à la victoire.

## A la Conférence de l'Unité

## 300 DELEGUES démontrent que l'unité d'action est nécessaire et possible

SUITE DE LA PAGE 1

grand mérite de cette conférence fut de montrer que la libre confrontation des idées était possible et que l'unité d'action entre les différents courants du mouvement ouvrier était réalisable malgré les divergences d'opinion. Mais là, ne se limitent pas les enseignements de cette conférence. En effet de nombreuses interventions furent prononcées à la tribune, il est possible de dégager les divers problèmes auxquels les militants ouvriers ont à répondre pour réaliser l'unité d'action. Ou autrement dit, par quel chemin passe aujourd'hui la réalisation de l'unité d'action dans la classe ouvrière.

### Pas d'otroclisme dans le mouvement ouvrier

La classe ouvrière est divisée, les grandes centrales syndicales sont devenues les instruments d'intérêts étrangers à ceux du prolétariat, beaucoup d'ouvriers ne sont plus syndiqués. Comment la Conférence allait-elle réagir à cet état de fait ? Grand, des produits chimiques autonomes ayant déclaré qu'il était impossible de faire l'unité avec la C.G.T. en raison de son caractère anti-démocratique plusieurs orateurs ont un militant de la C.F.T.C., délégué du personnel chez Renault montèrent à la tribune pour protester et indiquer avec juste raison, telle cette militante des Allotations familiales, qu'il fallait faire l'unité avec la C.G.T. car c'est dans cette centrale que se trouve la fraction la plus importante de la classe ouvrière.

Cette volonté de réaliser l'unité d'action sans aucun otroclisme se caractérisa tout particulièrement lors du vote des résolutions contre la dissolution de la Fédération syndicale mondiale (unanimité moins 10 abstentions), contre les mesures policières vis-à-vis des militants de la C.N.T. espagnols (unanimité moins une abstention) contre les mesures répressives à l'égard de travailleurs de l'Etat ayant participé à la manifestation contre Eisenhower.

### Syndicats ou non les travailleurs ont les mêmes droits

Nombreux sont les ouvriers qui aujourd'hui n'adhèrent à aucun syndicat. Faut-il ou non les exclure des organismes qui préparent l'Unité d'action — tels les « Comités de liaison pour l'Unité » que la Conférence a décidé de constituer dans les entreprises, localement, régionalement et nationalement — ou dans les comités d'Unité d'action eux-mêmes ? Hébert, le Forçé Ouvrier, répondit à l'Unité d'action que les Comités de liaison pour l'Unité, et les Comités de base qui groupent les inorganisés ne peuvent avoir qu'un rôle consultatif. Suzy Chevret, (de Force Ouvrière) déclara que les Comités de liaison pour l'Unité, et les Comités de base qui groupent les inorganisés ne peuvent avoir qu'un rôle consultatif. Suzy Chevret, (de Force Ouvrière) déclara que les Comités de liaison pour l'Unité, et les Comités de base qui groupent les inorganisés ne peuvent avoir qu'un rôle consultatif.

## CHAUSSON-ASNIERES

### Une prime arrachée

Depuis un certain temps, avec la montée des prix, la colère grandit dans les ateliers et bureaux, non seulement à la mécanique et au modelage. Vendredi 2 mars, les outilliers à l'unanimité ont arrêté le travail et mandaté leurs délégués pour aller défendre leurs revendications à la direction. Les délégués étaient accompagnés d'un ouvrier de chaque équipe. Pendant toute la durée de la délégation, soit une heure et demie, l'atelier est resté arrêté. Un projet de cahier de revendications a été établi qui sera soumis à l'ensemble des cadres.

Bien sûr, le patron n'a rien voulu lâcher ; paraît-il qu'il est d'accord mais qu'il ne peut rien faire pour nous.

Tous ensemble nous avons décidé de recommencer notre action lundi 5 mars.

L'après-midi, ce sont les modeliers qui ont aussi débrayé unanimement qui se sont rendus en masse à la direction du personnel ; ils revendiquent la classification qu'ils avaient dans la convention collective de 1938 et qu'ils ont perdue depuis. Eux aussi sont décidés à continuer l'action entreprise.

Comme déclaré, tout l'atelier de mécanique a débrayé le lundi 10 heures. Pendant une demi-heure pour payer une nouvelle délégation qui devait se rendre à la direction. Les délégués et voulut recevoir que la délégation personnelle ; en fin de compte, à 11 h 30, c'est tout l'atelier qui est obligé de recevoir. A 15 heures, une nouvelle entrevue a lieu entre la direction et les délégués qui reviennent à 17 heures pour annoncer que notre action avait contraint le patron à lâcher une prime pour le mois de mars.

réalisation de cette unité. L'Unité, déclara Righetti, doit pallier la division syndicale. Les inorganisés sont d'anciens syndiqués écœurés par l'abandon, par les centrales, d'une politique de classe. Les inorganisés ont le droit de décider de la voie à suivre. Ils ont le droit de participer aux comités d'Unité d'Action. Plusieurs militants exclus de la C.G.T. défendirent leur droit à la réintégration en montrant que cette campagne allait de pair avec la lutte pour l'Unité ouvrière.

### Rejoignez les syndicats

Tréville, de l'ensemble de Brest (C.G.T.) aborda lui aussi le problème des inorganisés déclara « Il faut appeler les travailleurs à demeurer dans les syndicats de leur choix ou à les rejoindre afin d'y imposer la voix de la base. » Degouve (cheminot C.G.T. de Caen) donna lecture d'une résolution adoptée par 400 cheminots de tous les syndicats et inorganisés où est dit : « L'union de tous étant absolument nécessaire dans les circonstances actuelles que traverse la classe ouvrière, nous engageons ardemment nos camarades inorganisés à faire l'unité avec la C.G.T. en rejoignant sans délai les organisations syndicales de leur choix. »

### Les revendications déterminées démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes permettent l'Unité

C'est ainsi que Van Breest (métallo de chez Renault, C.G.T.) explique comment et sur quelle base s'étail faite l'Unité d'Action de l'Etat 6.007. Brassamin, du Comité de liaison des Métiers consacre l'essentiel de son intervention à ce problème. Enfin, Devouges déjà cité montra comment le respect de la démocratie avait permis la libre expression de 400 cheminots à Caen qui se mirent d'accord sur un programme éminemment unificateur, puisqu'il demande : un salaire de base de l'ordre de 22.000 fr. garanti par l'échelle mobile, les 40 h, un acompte immédiat mensuel de 5.000 francs par mois, la révision de la hiérarchie sur la base de 100, 400 etc.

De cette assemblée, explique Devouges, devait également sortir un Comité d'entreprise composé à parts égales de responsables de toutes les organisations existantes et de simples adhérents ainsi que de non syndiqués.

Cette première conférence ne pouvait ni régler ni même aborder tous les problèmes. Nombreux sont ceux, tel celui de la liaison entre l'Unité d'Action et les comités et le Front Unique entre les différentes directions syndicales, qui restent encore à éclaircir. Une nouvelle conférence nationale doit avoir lieu dans quelques mois. Son objectif sera de faire faire un pas en avant à la réalisation de l'Unité d'Action.

Mais pour cela il faut que d'ici là, les militants qui luttent pour l'Unité et la démocratie syndicale, soient au premier rang de la garde de tous les combats de la classe ou-

## UNIC-PUTEAUX

### Recul patronal devant l'Unité

Après une demande d'augmentation de salaires présentée par les travailleurs de chez Unic, la direction a répondu par une prime dite de « régularité » : de 6 à 10 francs de l'heure. La direction s'octroyait « en outre » le droit de retirer la bédécime de cette prime au plus grand nombre possible d'ouvriers en la supprimant en tout ou partie pour cause de retards ou d'absences. Cette réponse patronale a déclenché la colère des travailleurs et la grève a été effective à 100 % pendant une grande partie de la journée du vendredi 2 et a fait reculer la direction. Elle a abandonné toutes les restrictions et transformé ainsi la prime en augmentation de salaire. En plus de cette dernière, pour les manœuvres, est passé de 6 à 7 francs.

L'assemblée des ouvriers et employés de l'usine n'était cependant pas satisfaite à juste titre. Les travailleurs exigeaient 10 francs pour tout le monde et décidaient de continuer la lutte.

Dans l'attente de retourner dans les ateliers le secrétaire syndical C.G.T. n'a pas oublié de profiter de l'assemblée pour parler de la paix et la concorde dans la confusion la résolution pendant que les autres disaient : « Qu'ils aillent ailleurs raconter leurs histoires. » Un fois de plus le P.C. a cherché à utiliser le mouvement unanime des travailleurs pour vendre sa marchandise. Les travailleurs répondront en s'organisant démocratiquement dans chaque atelier pour continuer la lutte au seul profit des intérêts des travailleurs.

rière mais aussi qu'ils ouvrent dans leurs entreprises, leurs Fédérations, localement, régionalement, à la constitution des Comités de liaison pour l'Unité et qu'ils s'attachent au développement de la coopérative ouvrière du journal 'l'Unité' que la conférence a décidé de créer.

Michèle MESTRE

## LES CONQUÊTES SOCIALES en danger

Le patronat, renforcé par les échecs ouvriers des années passées et la division actuelle, ne porte pas seulement des coups au niveau de vie, il tente de détruire les conquêtes sociales qu'il avait dû accorder en 1944-1945 lorsqu'il tremblait devant la force des prolétaires et craignait de tout perdre.

Une campagne de presse se développe contre la Sécurité Sociale. Depuis un certain temps, il est permis aux ouvriers sociaux du gaz et de l'électricité dont le Conseil Central a été dissous.

Pour la protection de ces conquêtes il faut absolument que les organisations ouvrières, malgré leurs divergences, réalisent l'Unité d'Action.

La bourgeoisie a renouvelé ses attaques réactionnaires contre cette importante conquête ouvrière en désignant comme boucs émissaires les avantages soi-disant mirobolants des employés, les dépenses inconsidérées, etc.

Quelles sont en réalité les causes profondes du déficit de la Sécurité Sociale ?

1° Le mode de financement qui lie les cotisations aux salaires alors que les dépenses sont directement fonction des prix. Le décalage salaires-prix étant considérable, les pertes nettes de la Sécurité Sociale sont passées de 106 milliards en 1947 à 207 milliards en 1949, soit 97 % d'augmentation, alors que les dépenses de l'assurance maladie passaient de 35 milliards en 1947 à 78 milliards en 1949, soit 130 % d'augmentation.

2° La fraude des patrons qui doivent pour l'année 1949, 62 milliards au titre des Assurances Sociales et 78 milliards au titre des allocations familiales, soit 140 milliards en tous dans les coffres-forts capitalistes (qu'ils ont néanmoins fait payer aux consommateurs en les incluant dans leurs prix).

3° Les régimes spéciaux dont le taux de cotisation est insuffisant (l'Etat, par exemple, paie 2,5 % au lieu de 7 %).

4° La hausse considérable des produits pharmaceutiques sur lesquels les capitalistes réalisent des profits astronomiques et des augmentations de journées d'hôpital dont le prix est CENT FOIS plus élevé qu'avant-guerre !

5° La recrudescence des maladies et la multiplication des accidents du travail, fruits de l'exploitation odieuse du régime capitaliste, des cadences infernales de la production et des mauvaises conditions d'habitation. A ces faits précis sur lesquels elle fait le silence, qu'oppose la bourgeoisie ? A la politique des châteaux : coût 900 millions, soit à peine une demi-journée de charges sociales de la Sécurité Sociale dont le coût annuel s'élève à 800 milliards.

Les « avantages » du personnel ; les frais de gestion des caisses comprenant le salaire des employés s'élèvent en moyenne à 3 % des cotisations (contre 10 % et plus aux organismes d'assurances privés).

Ainsi la cause est entendue. Les attaques de la Sécurité Sociale se situent dans le cadre de l'offensive générale lancée par la bourgeoisie contre les conditions de vie du prolétariat, et il n'est plus seulement sur aucune base sérieuse suffisante à démontrer leur caractère politique.

Personnel des organismes de la Sécurité Sociale et assurés sociaux sont menacés. L'un par un statut se substituant à la Convention collective et premier pas sur la voie d'une « statification » réactionnaire, les autres par une réduction des avantages servis : suppression du petit-risque, réduction du nombre des produits remboursables, etc. Et il ne s'agit plus seulement d'améliorer la Sécurité Sociale en exigeant la gratuité des soins et des médicaments, le remboursement à 80 % des traitements, il faut aussi défendre les avantages acquis en danger.

Cette défense est possible dans l'Unité la plus complète. Au Congrès de la Fédération Nationale des Organismes de Sécurité Sociale, en novembre dernier, au Conseil supérieur de la Sécurité Sociale, F.O., C.G.T., C.F.T.C. ont voté unanimement des résolutions de défense absolue de notre conquête sociale.

FONTANELLE.

Service d'Édition et de Librairie : VIENT DE PARAITRE dans la collection « Ecole du Militant »

PARTI ET SYNDICATS : 40 francs

VIENT DE PARAITRE de Léon TROTSKY : LES SYNDICATS A L'EPOQUE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE